



Au Cameroun anglophone, les enlèvements se multiplient

Des représentants de l'Etat, des étrangers ou encore des Camerounais au mauvais endroit au mauvais moment: dans les deux régions anglophones du Cameroun, les séparatistes qui combattent l'Etat pour leur indépendance depuis fin 2017 ont multiplié ces derniers mois les enlèvements, suscitant l'inquiétude des populations. "Au moins cinquante personnes ont été enlevées" depuis le début de la crise, estime auprès de l'AFP le défenseur des droits de l'homme camerounais Felix Agbor Ngonkho, du Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique. "Et beaucoup d'autres (enlèvements) ne sont pas signalés".

Presque chaque semaine, un rapt est rapporté dans les médias. Vendredi 11 mai, un homme qui ne respectait pas les journées "ville morte" imposées par les séparatistes a été enlevé par des hommes armés à Widikum (Nord-Ouest).

"Il travaillait le lundi alors que c'est un jour décrété +ville morte+ par les séparatistes", selon une source pastorale.

Comme une réponse, le gouvernorat du Nord-Ouest a appelé mercredi les populations de la région à se "remobiliser contre les appels non patriotiques" de "ville morte". Une semaine après, l'homme enlevé restait introuvable.

Dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les combats sont devenus quasi quotidiens entre les forces de sécurité camerounaises et des hommes armés se réclamant de "forces de restauration" d'un Etat anglophone qui avait brièvement vu le jour entre les deux guerres mondiales, sous mandat britannique. D'abord cantonnés aux attaques contre les symboles de l'Etat (commissariat, gendarmerie), les séparatistes ont commencé début 2018 à menacer de kidnapper des fonctionnaires, les francophones et de s'en prendre aux entreprises étrangères qu'ils accusent de soutenir Yaoundé.

Deux employés tunisiens travaillant près de Kumba (Sud-Ouest) ont ainsi été enlevés fin mars. L'un d'entre eux a été tué après son enlèvement. En avril, un groupe de touristes occidentaux a été brièvement pris à partie par des séparatistes dans le Sud-Ouest. -

Logique de guérilla -

"Il est devenu impossible pour une voiture camerounaise avec des étrangers ou une plaque d'immatriculation d'une région francophone de parcourir les régions anglophones sans être pris à partie par des hommes armés qui sortent de la forêt", déplore un défenseur des droits de l'homme établi en zone anglophone, sous couvert d'anonymat.

"Les séparatistes sont dans une logique de guérilla qui implique un contrôle de la population et du terrain. Les enlèvements participent à cette logique, il s'agit de forcer l'allégeance de la fraction des populations qui n'est pas, ou pas encore, acquise à la cause séparatiste", analyse Hans de Marie Heungoup, chercheur camerounais du think tank International Crisis Group (ICG).

Les sécessionnistes, qui ont incendié de nombreux établissements scolaires, ont enlevé début mai un prêtre - qui était le principal d'un internat catholique - dans les faubourgs de Bamenda, dans le Nord-Ouest.

"Le collège St Bede était le seul internat à être encore ouvert dans la sous-division administrative, le gouverneur était venu les féliciter et c'était passé à la télévision. C'est pour ça que le prêtre a été enlevé", explique à l'AFP un autre prêtre, présent lors de l'enlèvement. Le prélat a été libéré le lendemain de son rapt. C'était la première fois que l'Eglise, qui a appelé mercredi à éviter "une guerre civile inutile et sans fondement", était prise à partie.

Demandes de rançon

Mais les fonctionnaires et symboles du pouvoir restent la cible privilégiée des séparatistes. Ils "s'en prennent à tous ceux qui représentent de près ou de loin l'Etat camerounais", expliquait fin avril à l'AFP une source sécuritaire camerounaise, se disant "préoccupée".

En avril, l'ancien président de la Cour d'appel du Sud-Ouest avait été enlevé avant d'être libéré quelques jours plus tard. En février, un sous-préfet et un fonctionnaire avaient aussi été kidnappés à Batibo (Nord-Ouest). Ils n'ont pas encore été retrouvés.

"Il y a des enlèvements qui sont pour la rançon, pour lesquelles les séparatistes ne préviennent que la famille du kidnappé pour gagner 20.000, 30.000 francs. Et il y a les autres, ceux qu'ils

gardent", explique le défenseur des droits de l'homme.

Début janvier, un collectif de familles de neuf employés d'une entreprise de BTP a écrit au préfet de Mamfé (Sud-Ouest). "Depuis le 7 décembre, nous sommes sans nouvelle" des neuf employés, indique le texte obtenu par l'AFP.

A l'époque, leurs véhicules avaient été retrouvés brûlés, et eux avaient disparu. Depuis, nul ne sait ce qu'ils sont devenus. "Nous vivons toujours dans l'inquiétude, sans nouvelle. S'ils ont été tués, qu'on nous le dise afin que nous organisions le deuil. S'ils sont captifs quelque part, que leurs ravisseurs nous disent ce qu'il faut pour leur libération", dit aujourd'hui à l'AFP Oumarou, le frère d'un des disparus.

AFP
